COMPEX GESTION

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE • COMMISSAIRE AUX COMPTES • MEMBRE DE LA COMPAGNIE DE PARIS

COTRAVAUX

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

11 rue de Clichy

75009 - PARIS

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2018

3 rue Cépré 75015 PARIS • Tél. 01.43.06.21.92 • Télécopie 01.43.06.09.65
SAS au capital de 38 125 € - SIRET 347 591 760 00058 - APE 6920Z
CEE FR 72 347 591 760

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2018

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association COTRAVAUX relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er Janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux Membres sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives au nombre des factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu, respectivement pour les fournisseurs et les clients, prévues à l'article D.441-4 du code de commerce, pris en application de l'article L.441-6-1 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels.

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations

fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle

A Paris, le 1er juin 2019,

Le Commissaire aux comptes.
COMPEX GESTION
Vincent GUILLEMIN

COTRAVAUX
Exercice clos le
31 décembre 2018

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 décembre 2018

Aux Membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de Commerce.

A Paris, le 1er juin 2019,

Le Commissaire aux comptes.
COMPEX GESTION
Vincent GUILLEMIN

COTRAVAUX

BILAN AU 31/12/2018

ACTIF	Valeur brute	amortissements	Exercice clos au 31/12/18	Exercice clos au 31/12/17
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**113 564,85**	**- 92 541,54**	**21 023,31**	**23 418**
Constructions	45 170,64	- 45 170,64	0,00	-
Installation et agencements	60 524,91	- 40 607,57	19 917,34	22 034
Matériel informatique	4 973,64	- 3 867,67	1 105,97	1 384
Matériel et mobilier de bureau	2 895,66	- 2 895,66	0,00	
Immobilisations corporelles en cours				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	**1 342,49**		**1 342,49**	**1 096**
fonds travaux	492,00		492,00	246
Dépôts et cautions	850,49		850,49	850
TOTAL IMMOBILISATIONS			**22 365,80**	**24 514**
CREANCES D'EXPLOITATION			**4 330,74**	**7 779**
Débiteurs divers				208
Associations			520,00	1 801
Subventions à recevoir				
Produits à recevoir			224,30	351
Charges constatées d'avance			3 586,44	5 419
VALEURS DISPONIBLES			**26 322,11**	**19 372**
Livret et Placements			26 234,93	18 537
Crédit Mutuel				685
CCP			65,13	124
Caisse			22,05	26
TOTAL ACTIF			**53 018,65**	**51 666**

PASSIF	Exercice clos au 31/12/18	Exercice clos au 31/12/17
FONDS PROPRES	**- 14 979**	**- 8 268**
Fonds associatif	52 774,81	52 775
Fonds associatif avec droit de reprise	4 000,00	4 000
Report à nouveau	-65 042,40	- 63 322
Résultat de l'exercice	-6 711,84	- 1 720
PROVISION RISQUES ET CHARGES	**27 468,00**	**18 312**
Provisions Engagement retraite	27 468,00	18 312
Provisions pour charges		
DETTES FINANCIERES	**2 383,57**	**6 616**
Dépôts et cautions reçus	2 024,84	2 025
Crédit mutuel - emprunt	358,73	4 591
Crédit mutuel - compte courant		
DETTES D'EXPLOITATION	**38 146,51**	**35 005**
Charges diverses	4 901,26	229
Dettes prov./congés à payer	9 204,98	9 425
Organismes sociaux	14 278,02	15 182
Etat, impôts à payer	2 064,00	2 564
Créditeurs divers	1 462,50	1 547
Associations	2 884,44	1 336
Charges à payer	3 351,31	3 472
Produits constatés d'avance	0,00	1 250
TOTAL PASSIF	**53 018,65**	**51 666**

	CHARGES	Réel 2016	réel 2017	Prév 2018	Réel 2018
60	**ACHATS**	**3 339,37**	**3 738,08**	**3 885**	**4 084,09**
	Fournitures bureau	934,31	1 040,48	1 200	964,31
	Fournitures entretien petit équip.	100,61	307,36	190	445,14
	Reprographie			95	
	EDF GDF	2 304,45	2 390,24	2 400	2 674,64
61	**SERVICES EXTERIEURS**	**12 819,21**	**13 420,33**	**13 930**	**13 741,08**
	Sous-traitance générale	600,00		800	800,00
	Locations mobilières	4 025,90	4 180,00	4 000	3 861,50
	Copropriété	4 730,00	4 843,80	4 900	5 197,83
	Entretien/Réparation/copies	2 291,42	3 194,53	3 100	2 734,75
	Primes assurances	903,89	917,00	920	917,00
	Documentation	268,00	285,00	210	230,00
62	**AUTRES SERV.EXTERIEURS**	**13 744**	**10 672,11**	**15 445**	**16 736,36**
	Honoraires	3 240,00	3 300,00	3 300	3 336,00
	Salons/ expos/annonces		28,40	50	16,80
	Divers	98,85	50,00	50	30,00
	Document. promotion				844,20
	Frais réunions statutaires	1 582,97	1 556,59	1 600	2 049,67
	Réunions internes, séminaires, Congrès	5 140,50	1 702,31	6 335	6 380,53
	Frais de missions nationales et internat.			250	132,90
	Affranchissements	712,22	1 159,56	950	956,22
	Télécom / redevances Internet	1 976,32	1 987,52	2 000	1 983,78
	Services bancaires	220,73	195,73	210	298,26
	Cotisation d'adhésion	772,00	692,00	700	708,00
63	**IMPOTS ET TAXES**	**4 992,00**	**5 160,00**	**5 020**	**5 483,18**
	Impôts habitation + divers	3 322,00	3 463,00	3 400	3 861,00
	Taxe sur les salaires	0,00	0,00	0	
	Formation Professionnelle	1 670,00	1 697,00	1 620	1 622,18
64	**FRAIS DE PERSONNEL**	**123 950,78**	**125 424,65**	**124 245**	**121 620,60**
	Rémunérations	87 602,75	88 592,60	86 050	86 286,00
	Urssaf - Pôle Emploi	22 211,43	23 348,97		22 592,60
	AGRR	6 360,09	6 378,54	33 110	6 212,51
	Prévoyance, AGIRC, mutuelle	2 283,74	2 205,94		2 305,73
	Autres charges (prov.CP)	1 280,37	775,95	1 000	-219,81
	Médecine du Travail	277,20	280,80	280	288,00
	Indemnités transports	1 282,50	1 330,50	1 330	1 240,80
	Tickets restaurant	2 652,70	2 511,35	2 475	2 914,77
65/66/67	**AUTRES CHARGES**	**3 213,15**	**3 397,55**	**3 390**	**4 057,73**
	Redevances, licences	64,39	49,99	200	208,69
	charges diverses	99,60	0,00		
	Service Civique	1 219,67	2 995,66	3 100	3 674,13
	Charges financières	594,39	204,80	90	81,67
	Charges sur exercices antérieurs	1 235,10	147,10		93,24
68	**DOTATIONS**	**14 715,36**	**11 250,50**	**11 250**	**11 550,64**
	Dot. amortissements	772,31	2 094,50	2 100	2 394,64
	Dot. Risques et charges	9 156,00	9 156,00	9 150	9 156,00
	Dot. Fonds dédiés	4 787,05			
69	**Impôts /revenus immobiliers**	**1 744,00**	**2 134,00**	**2 150**	**1 633,00**
	TOTAL CHARGES	**178 517,46**	**175 197,22**	**179 315**	**178 906,68**

	PRODUITS	Réel 2016	réel 2017	Prév 2018	Réel 2018
70	**RESSOURCES PROPRES**	**28 601,00**	**23 109,50**	**29 385**	**25 500,96**
	Locations bureaux	17 082,00	17 203,50	17 235	17 254,16
	Locations salles	1 089,00	1 661,00	1 500	530,00
	Divers				1 600,00
	Uniformation frais pédagogiques	6 900,00	3 300,00	7 200	4 700,00
	Interventions, participations diverses	3 530,00	945,00	3 450	1 416,80
	FAIVE				
74	**SUBVENTIONS**	**141 227,67**	**137 881,00**	**142 420**	**139 381,00**
	Fonjep	21 321,00	21 321,00	21 320,00	21 321,00
	Min. Jeunesse et Sports DJEPVA	85 000,00	80 000,00	80 000,00	80 000,00
	CDVA (formations bénévoles)	5 250,00	4 550,00	7 000	5 250,00
	DDCS				0,00
	Min. Jeunesse et Sports DJEPVA (avenant)				10 000,00
	Min. Culture	2 800,00	2 800,00	3 000	2 800,00
	ASP (SC)	1 856,67	4 210,00	3 100	5 010,00
	Ville de Paris				
	CGET	10 000,00	10 000,00	13 000	0,00
	Conseil régional Ile de France	15 000,00	15 000,00	15 000	15 000,00
75	**AUTRES PROD.GESTION**	**7 888,45**	**7 625,38**	**7 360**	**6 997,52**
	Atténuation dépenses		363,13	60	191,54
	Participations copies	1 608,45	1 112,25	1 150	585,98
	Cotisations	6 280,00	6 150,00	6 150	6 220,00
76	**PRODUITS FINANCIERS**	**435,57**	**74,32**	**150**	**290,33**
	Produits financiers	435,57	74,32	150	290,33
77	**PRODUITS EXCEPTION.**	**869,75**	**0,00**	**0**	**25,03**
	Prod. exceptionnels				
	Prod./exercice antérieur	869,75			25,03
78	**REPRISE PROV. & DIV.**	**0,00**	**4 787,05**	**0**	**0,00**
	Reprise sur provision pour risques		4 787,05		
	Reprise sur fonds dédiés				
	TOTAL PRODUITS	**179 022,44**	**173 477,25**	**179 315**	**172 194,84**

RESULTAT	**504,98**	**-1 719,97**	**0**	**-6 711,84**

ASSOCIATION COTRAVAUX
11 rue de Clichy
75009 - PARIS

A N N E X E

au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2018 dont le total est de 49 683 € et dégageant un résultat déficitaire de – 6 711.84 €.

Le montant des subventions d'exploitation s'élève à 139 381 € et l'effectif moyen est de 3 salariés.

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 01.01.2018 au 31.12.2018.

Cette annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

I - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE GENERAL

1) Modes et méthodes d'évaluation

Les comptes annuels de l'exercice 2018 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

2) Changement de méthode

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

II - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIF

Tableau des mouvements des immobilisations (montants bruts)

	01/01/2018	Augmentation	Diminution	31/12/2018
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	113 565			113 565
Immobilisations financières	1 096	246		1 342
Total	**114 661**	**246**	**0**	**114 907**

Tableau des mouvements des amortissements

	01/01/2018	Augmentation	Diminution	31/12/2018
Immobilisations incorporelles	0	0		0
Immobilisations corporelles	90 147	2 395		92 542
Total	**90 147**	**2 395**	**0**	**92 542**

Etat des échéances des créances et des dettes

	Montant brut	Échéances	
		jusqu'à 1 an	A + d'un an
CREANCES			
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant			
Clients	-	-	
Autres créances	4 331	4 331	
Total	**4 331**	**4 331**	**-**
DETTES			
Dettes financières			
Emprunts et dettes auprès ets crédit	359	359	
Emprunts et dettes financières divers	2 025		2 025
Autres dettes			
Dettes fournisseurs		-	
Dettes fiscales et sociales	25 547	25 547	
Autres dettes	9 264	9 264	
Total	**37 194**	**35 169**	**2 025**